Méthode Nouvelle
(Coopération et Fédéralisme).
Pagand
1900.

JC
355
P3

*Ex Libris*

PROFESSOR J. S. WILL

FÉLIX PAGAND

# MÉTHODE NOUVELLE

## (COOPÉRATION & FÉDÉRALISME)

PRÉCÉDÉE

*d'une Lettre du citoyen Ed. VAILLANT*

---

**15 Centimes**

---

EN VENTE A LA LIBRAIRIE G. JACQUES & Cie
*1, rue Casimir Delavigne, Paris*

1900

FÉLIX PAGAND

# MÉTHODE NOUVELLE

## (COOPÉRATION & FÉDÉRALISME)

PRÉCÉDÉE

*d'une Lettre du citoyen Ed. VAILLANT*

EN VENTE A LA LIBRAIRIE G. JACQUES & Cie
*1, rue Casimir Delavigne, Paris*

—

1900

Paris, le 11 juillet 1900.

Cher citoyen Pagand,

Je viens de lire, et avec un vif plaisir, votre manuscrit. C'est la vérité même. Je souhaite que vous le publiiez au plus tôt, avant le Congrès. Les délégués verront d'où viennent les menaces de sécession et les mobiles qui poussent contre nous l'arrivisme et le modérantisme coalisés avec le particularisme local. Ils pourront se rendre compte que nous voulons, après l'union, l'unité par l'unification progressive et le plus rapide possible des organisations existantes, en un mot l'unité organique et vivante du parti socialiste, au lieu de la désorganisation dans la confusion prétendue unitaire et toute artificielle de ceux dont vous avez si bien montré l'illusion ou la conception réactionnaire.

Recevez, cher citoyen Pagand, avec mes félicitations, mes cordiales amitiés et salutations.

Ed. VAILLANT.

LIBRARY
SEP 15 1961
UNIVERSITY OF TORONTO
Jc
355
P3

# MÉTHODE NOUVELLE

Le Socialisme, à n'en pas douter, subit une crise, que quelques-uns ont dite de croissance. Le mot a sa justesse, car il semblerait, en effet, qu'il ait atteint l'âge critique de la puberté. Ivre de sève et du désir de vivre et de se répandre, il aspire à une activité toujours plus grande ; il est tourmenté d'un besoin de prodigalité de soi. C'est bien. Mais quelle voie prendra cet éphèbe ? Le voilà fiché aux carrefours des routes. Gardera-t-il la vieille méthode révolutionnaire intransigeante de ceux qui conduisirent ses premiers pas, ou, suiveur de nouveaux prophètes, obliquera-t-il vers une conception neuve, vers une méthode nouvelle ? *That is the question.* Jamais l'interrogation du nébuleux prince shakespearien ne se dressa plus poignante, car il s'agit non pas d'un homme, mais d'un monde.

Le Congrès de Paris 1899, motivé par un fait qu'on voulût considérer comme un accident, tourna et retourna la question, la trancha en faveur de la tactique ancienne. Mais cette question reviendra, elle plane dans l'air, elle est dans l'ambiance, elle s'attache aux cerveaux comme une rouille, et elle oxyde lentement la conception primitive et absolue. Qu'on y prenne garde.

Ce même Congrès a vu soulever un lièvre, le Fédéralisme, qui me paraît, malheureusement, trop bien courir, et que nous reverrons au Congrès prochain. Accident aussi, dira-t-on, renouvellement, croissance ; les mêmes arguments masqueront les mêmes hérésies, et, les hérétiques étant souvent les plus nombreux, sous leur pression, les Congrès ratifieront peut-être les entorses. Notre idéal boîtera.

Revenir donc sur ces *accidents* est d'actualité, surtout si l'on entend démontrer qu'ils ne sont que la résultante d'un ensemble de pensées convergentes, le fruit logique d'une conception particulière. C'est ce que je vais essayer de faire.

Afin de partir d'un point bien déterminé et d'élever mon argumentation sur une base solide, et, pour ainsi dire, inébranlable, je partirai, — ce qui est d'une impérieuse et absolue nécessité orthodoxe, d'ailleurs, — du principe de la lutte des classes, laquelle est un fait bien acquis et positif, qui, tellement démontré par l'étude des choses, prend l'irréfutabilité d'un axiome. Lutte vieille comme le monde, elle partagea l'Humanité en deux classes, dont l'une opprima l'autre. D'abord : *maîtres et esclaves ;* ensuite, *seigneurs et serfs ;* plus tard (de par l'ascension d'une partie des serfs devenus bourgeois, grâce aux découvertes et inventions de la science qui nous dota surtout du machinisme), *patrons et salariés*, dernière phase où nous évoluons. Car, si les bourgeois de la Révolution ont abattu la noblesse pourrie et caduque, celle-ci, comprenant qu'elle était bien réellement finie, se rallia à la couche ascendante, s'y absorba pour retrouver les privilèges abolis dans les privilèges nouveaux. Elle redevint ce qu'elle fût toujours, ou, plutôt, elle fut ce qu'elle ne cessa jamais d'être : prêtre et soudard. Et l'affreux phénomène de la scission brutale continue. C'est l'antagonisme irréductible qui ne doit finir que par l'abolition des classes et du privilège capitaliste. Personne ne peut contester la lutte des classes sans nier l'histoire toute entière, sans nier la réalité contemporaine, car elle n'est pas théorie pure ou conception spéciale et particulière, mais le fait tangible, et elle repose tout entière aujourd'hui sur un déséquilibre économique doublant le déséquilibre social, l'un fécondant l'autre. Donc, deux camps : d'un côté les spoliés, de l'autre les spoliateurs.

Un tel antagonisme peut-il souffrir une conciliation ? Le nœud du problème est là.

* * *

Dans la Conférence qu'il fit à l'Hôtel des Sociétés Savantes sur le livre de Bernstein, j'ai entendu Jaurès déclarer que le Prolétariat organisé en parti de classe devait *coopérer, partout où il y avait point de contact*, avec le parti bourgeois. Voyez-vous, c'est au départ même que s'opère la déviation, insensible d'abord, mais s'écartant de l'ancienne ligne comme le côté de l'angle pour se perdre dans l'infini. Comme exemple à sa thèse, Jaurès parlait du prolétariat imposant, de par la force de ses syndicats, une machine à l'usine, et *coopérant*, par cela même, au développement du capitalisme, la machine devant enrichir celui-ci. C'est, *superficiellement*, vrai en résultat brutal momentané, mais c'est faux en principe. L'inventeur aussi, d'après Jaurès, *coopère*. C'est une erreur. En effet, l'inventeur fait, lui, un *apport* à la collectivité tout entière dont il entend servir le bien-être, et si cet apport ne va pas à sa destination, c'est qu'il se produit alors un phénomène qui détourne le cours régulier des choses. C'est que le Capitalisme *capte*, dérobe à tous au profit de quelques-uns. Donc, d'un côté *apport*, de l'autre *captation*, soit tout le contraire d'une *coopération*. Argutie, dira-t-on ; non, réalité. Selon que l'on interprète de l'une ou de l'autre manière, on aboutit soit à la lutte, soit au désarmement. On le voit, la déviation se dessine ici même.

Poursuivons.

Nous avons eu, dans une agitation récente, contact avec une fraction bourgeoise, dite les « Intellectuels ». On a proclamé — beaucoup avec une satisfaction évidente, que je ressens à un degré moindre, mon enthousiasme étant difficile à chauffer, — on a proclamé, dis-je, que ce contact dans la mêlée nous avait amené des recrues précieuses. Soit. Mais c'est naturel ; le Socialisme, étant avant tout une force de vérité, doit être par cela même une force d'attraction. Les nébuleuses puissantes attirent toujours à elles les agglomérés épars ou les fragments solitaires ; c'est une loi de pesanteur qui domine les esprits comme les mondes. Si quelques-uns sont venus à nous, tant mieux pour eux. On n'empêchera pas, d'ailleurs, qu'il n'y ait toujours entre les deux masses

en antagonisme, des individus flottant dans une indécision ; quelques atomes disparates peuvent se détacher de l'une et tomber chez l'autre où les attirent des affinités. Et réciproquement. Phénomène vulgaire, plus fréquent aux époques agitées, mais que nous ne saurions ériger en loi régissant les collectivités. D'ailleurs, beaucoup de ces indécis qui s'orientaient vers nous s'en sont déjà allés ; l'isolement est venu autour de nos phalanges, et le Socialisme n'eut été que l'enfant perdu se faisant tuer pour les autres, si, au lieu de combattre, comme il l'a fait, les institutions, et de lutter pour un principe supérieur, il avait donné simplement pour l'élargissement d'un homme. L'humanitairerie des bourgeois finit où la nôtre commence.

Nous ne pouvions pas empêcher, dans un cas particulier, certains libéraux de descendre dans la rue avec nous, et d'avoir même une action qui pût paraître parallèle à la nôtre, quoique nos coups visaient beaucoup plus loin que leur but. Nous ne pouvions pas plus mêler nos rangs, que nous ne pouvons mêler nos programmes, et nous combattions moins pour sauver la Marianne bourgeoise, cette fraudeuse qui ne demande qu'à se prostituer à tous les porteurs de sabre et à tous les porteurs de goupillon, que pour abattre l'immonde monument d'iniquités qui pèse sur les hommes sous la forme du triple poids du prêtre, du militaire et du juge arrosés des millions du Capitalisme triomphant.

Là encore, il n'y avait donc pas *coopération*, mais à peine dans l'action *parallélisme* momentané.

Cependant, le sophisme est fécond, et il poussera non seulement au pouvoir central du Capitalisme un homme qui s'étiquette du Socialisme, mais il lui suggérera des défenseurs.

On se retranchera derrière l'article de la conquête des Pouvoirs. C'est un distinguo puéril. On ne saurait qu'avec infiniment de complaisance assimiler le rôle et la fonction de ministre à ceux de député ou de conseiller municipal. Il y a, en effet, une différence énorme et décisive entre être mandaté du peuple, entrer dans la citadelle bourgeoise drapeau déployé,

et être mandaté d'un régime, domestique, en quelque sorte, de l'état social actuel dont on devient le chargé d'affaires. C'est changer le rôle d'assaillant en celui de Cerbère, et défendre ce qu'on a combattu. Je ne recommencerai pas les démonstrations données; la preuve est faite, d'ailleurs, par l'expérience désastreuse ; la leçon de choses est présente à tous les esprits. Seuls n'ont pas vu les aveugles, ou ceux qui ne voulaient pas voir ; or, je n'ai pas le pouvoir de dessiller les yeux réfractaires et d'emplir de lumière les yeux morts.

Un fait certain, c'est que cette simili-république, qu'on prend l'habitude de sauver tous les matins, à grand fracas, n'est ni mieux portante, ni plus malade qu'avant l'opération dite de *défense républicaine*, mais autant, et c'est logique et naturel.

Si l'on examine de près, on voit que l'incident Millerand n'est pas un accident, mais qu'il a eu son éclosion et son développement réguliers dans une conception erronée qui prend corps et se formule en une tactique.

En admettant la *coopération* sur tous les points de contact, économique et politique, on devait être fatalement conduit à *coopérer* au sauvetage de la prétendue république en danger ; si bien que le Socialisme, parti de révolution, devint parti de l'ordre et contribua à réfréner l'effervescence de la rue. Qu'il descendit dans la rue pour la conquérir sur les Césariens, bien ; mais, pénétrer au pouvoir central pour sauver l'ordre bourgeois, c'était donner l'un des siens comme ôtage, comme garantie de son immobilité et de son laissez-faire.

Quand Millerand, à l'ouverture de la Chambre actuelle, monta à la tribune pour y porter la parole socialiste, ce fut pour promettre l'appui du parti socialiste à tout gouvernement républicain destiné à accomplir des réformes. Les réformes qu'un gouvernement bourgeois peut faire, nous savons ce qu'elles valent, et ce que sont ces attrappe-nigauds. A l'époque, dans le mince journal hebdomadaire de la Fédération de l'Est, je fis remarquer le danger d'une telle promesse qui était un engagement, et qui, à mon

avis, était aussi l'indice d'une tactique s'orientant vers les accommodements et la coopération. Je fus peut-être le seul à protester. Aujourd'hui, la tactique, qui ne faisait alors que se dessiner, à peine suggérée, a pris corps et s'est accentuée ; et l'engagement, Millerand l'a tenu, à sa manière, en son nom personnel, mais en cherchant, il est vrai, à entraîner le parti. Cet homme est logique avec lui-même, et celui qui promulgua l'évangile de Saint-Mandé, si savamment, devait finir ministre. Il en a l'étoffe. Il suffit, pour s'en convaincre, de relire ses discours ministériels où nous est exposée sa curieuse et, à coup sûr, originale conception de la lutte des classes.

Mais, partout où on les suit, les hommes ont et apparaissent avec des paroles ou des gestes en harmonie avec leur état d'âme. Il suffit de disloquer les phrases pour voir ce qu'elles ont dans le ventre, ou de disséquer l'acte pour découvrir le ressort interne. Millerand est de ceux qui *coopèrent*. Député, il est moins orateur d'opposition que tacticien, comme si celui qui veut détruire un régime en bloc était tenu à des ménagements envers certains de ses hommes, à certaines heures de ses crises. Au tréfonds de l'homme, paralysant le révolutionnaire, on trouve le souci du politicien. Ce monde mourant qu'il soigne, il veut moins le détruire que le guérir, moins le mettre au tombeau que le galvaniser ; il temporise, il offre des palliatifs, cherchant à rendre l'agonie moins douloureuse, mais, en réalité, parce qu'il a je ne sais quelles affinités qui le rattachent à ce moribond. Il préférerait la transformation à la suppression ; transformer n'est pas détruire, c'est refaire en conservant la pâte et sa moëlle empoisonnée. Aussi, il est évolutionnaire, plutôt que révolutionnaire. Son collectivisme, c'est l'issue fatale où conduit la poussée économique qui fait muer sûrement, de par le machinisme, la production individuelle en production collective, et qui, par la grande société anonyme, aboutit à l'état-patron avec sa nuée de fonctionnaires. Je défie qu'on fasse jamais du communisme avec ce collectivisme-là, qui s'empêtrera de patrie et de dogme avec toute leur valetaille culottée ou enjuponnée.

Changement superficiel qui n'atteint pas la racine, coopération au sauvetage de l'état bourgeois anarchique (1), dans lequel on mettrait un peu d'ordre et où l'on introduirait, en quelque sorte, un régulateur. La tempête suprême serait ajournée.

Avec une telle conception, un tel idéal au cerveau, doit-on s'étonner que Millerand ait jugé tout simple de répondre à l'appel de Waldeck ? Je le répète, Millerand n'est pas un destructeur, mais un guérisseur, qui désire, en toute sincérité, mettre un peu de baume sur les plaies. Le patient souffrira moins, et, chloroformisé, peut-être trouvera-t-il un peu de repos. Ce sont les grandes douleurs qui font les révoltes, et non pas les demi-satisfactions qui endorment et qui avachissent. Occuper le prolétariat aux réformes anodines, aux petites œuvres de soulagement, espèce de mutuellisme renouvelé, c'est détourner la force révolutionnaire dans sa source, et la canaliser. Waldeck l'a bien compris, et son collègue Millerand l'aide, *coopérant*.

* * *

Une remarque à faire, en passant : les modérés (je crois que Waldeck en est un, on ne me contredira pas) ne voient pas avec autrement de colère le développement des coopératives. La coopérative, en somme, qui peut fournir des ressources à un parti de lutte, n'est généralement qu'une des formes du mutuellisme en action. Le minimum du salaire est — Karl Marx l'a victorieusement démontré — la quantité de métal représentative de la stricte quantité d'aliments et d'objets nécessaires à la vie du travailleur et de sa famille. Et l'on sait quel équilibre s'établit entre le cours des marchandises et le prix de la main-d'œuvre. Le capitaliste, lui, ne perd jamais son gain ; mais le niveau se fait sur cet étiage immuable : gain fixe du capitaliste ; le salaire baisse quand le prix de la denrée descend, et réciproquement. Mais la *loi d'airain*, pour l'appeler par son nom,

(1) J'emploie « anarchique » au sens bourgeois du mot. F. P.

est infrangible dans l'état de choses actuel. Si donc, la coopérative de consommation, de par le nombre de bouches associées, arrive à donner à meilleur marché les produits, c'est-à-dire à fournir pour la même somme une plus grande quantité de ces mêmes produits, se trouve alors résolu le problème de donner, avec *le même salaire*, soit avec la même quantité de métal allouée au travailleur, plus de bien-être, *sans toucher au bénéfice du patronat*. Seul écope le petit intermédiaire qui se voit supprimé de fait et retombe au salariat. Le Capitalisme n'est pas atteint, mais ses victimes sont soulagées. Elles se tairont plus facilement.

On a dit que les coopératives accoutumaient les travailleurs au maniement des capitaux (lire Marpaux). Piètre résultat, et qui me laisse rêveur, que celui qui fait de quelques-uns, émergeant et émargeant dans l'œuvre de solidarité, des aspirants capitalistes. J'ai peur que le seul résultat tangible ne soit, en fin de compte, sinon une paralysie, du moins une déviation des énergies révolutionnaires.

J'ajouterai encore, touchant un autre acte de solidarité prolétarienne, que le droit à la grève, s'il est annihilé souvent en fait, n'est pas toujours contesté par les modérés et les bourgeois. Les grèves partielles, qui sont généralement broyées, et toujours très douloureuses pour ceux qui les entreprennent, n'ont pas de résultats bien profonds et appréciables, et l'on peut craindre que, répétées à l'infini, elles amènent plutôt la lassitude qu'une exaltation de virilité. Je ne nie pas cependant la nécessité impérieuse qui les ouvre généralement, mais j'ai quelque difficulté à trouver en elles l'outil décisif d'une transformation sociale. La grève générale est néanmoins mise facilement à l'ordre du jour ; quelques-uns ont été même jusqu'à rêver ce vaste ébranlement pour une simple application de la loi de onze heures. Quoi, cette ultime ressource de la grève *des bras croisés* (mot cher à Allemane), pour cette pitoyable revendication : l'application d'une loi bourgeoise ? Ceux-là qui préconisaient une telle intervention n'ont-ils donc pas réfléchi que l'arrêt brusque de toutes les activités

sociales équivaudrait à une révolution formidable ? Et cette perturbation sociale aboutirait à cela, à cette amorphe loi de recul Millerand-Colliard, devenue le pivot sur lequel osciller ait le monde, le gond sur lequel tournerait la porte de l'avenir ? Mais trêve de plaisanteries sur une plaisanterie. La grève générale ne peut être possible qu'à une condition : Conscience absolue de tous les travailleurs. Et pense-t-on que la révolution, pour éclater, attendra que la question sociale soit tellement mûre qu'elle tombe d'elle-même comme un fruit blet ? Elle éclatera un jour, on ne sait comment, sous quel choc, le soir d'un coup d'état, d'une déclaration de guerre, d'un désastre, lors d'une crise économique ou politique arrivée à son maximum d'acuité, ou pour un rien que nous ne pouvons prévoir, qui rompra le déclic et mettra en marche les événements. Ce qui sera essentiel alors, c'est d'avoir une minorité consciente et décidée, qui prendra brutalement l'empire des choses et orientera énergiquement la révolution dans la bonne voie. Quant à la masse des moutons, qui va toujours à la force, elle suivra; et on devra lui infliger son bonheur qu'elle ne comprendra pas d'abord et qu'elle niera peut-être. Mais attendre que son éducation soit parachevée au point de faire de tous ses membres passifs autant de révolutionnaires conscients, ce serait condamner ceux qui se prétendent des hommes finis à s'immobiliser, à s'ankyloser, à se momifier durant que les autres s'achèvent. Le jour où la masse, dans sa pensée trouble, atteindra à la conception qui hante les militants actuels, il y a belle lurette que ceux-ci seront loin sur la route de l'idéal, en marche vers un rêve agrandi. Il convient donc d'agir dès que l'occasion surgira (il faut au besoin aider à l'accouchement des choses), sans attendre que ceux qui ne savent pas comprennent et en soient arrivés à se croiser délibérément les bras dans la sérénité de leur pensée victorieuse.

En attendant, enseignons toujours.

Mais fermons la parenthèse et revenons à la coopération politique.

* * *

Cette conception bizarre de la coopération sur tous les points de contact mènerait loin. Eh ! oui, Jaurès, nous ne pouvons pas, comme vous sembliez le dire, nous arracher au milieu ; nous ne pouvons pas nous dérober à d'inéluctables pressions. C'est entendu. Nous sommes, tout comme Musset, fils de notre siècle. Et c'est, ajouterai-je, pour cette raison péremptoire même, que nous nous sommes élevés jusqu'à la perception de la lutte des classes, que nous avons pris conscience de l'antagonisme économique. La scission est brutale : deux camps. Nos points de contact ne peuvent être que des heurts. Nous touchons à l'adversaire, comme Demain touche à Hier, sur le terrain fuyant d'Aujourd'hui, et il ne saurait y avoir que déchirement, non entente, Hier ne voulant pas mourir et Demain voulant naître, comme c'est son droit.

Vous savez que ce dont il s'agit, que ce qui nous occupe, c'est tout simplement l'abolition d'un monde ; et vous avez trop paru croire que nous étions contre les individus alors qu'en réalité nous sommes contre les choses.

Coopérer, c'est collaborer, c'est-à-dire créer, agrandir, perfectionner, consolider. Et vous voudriez nous voir coopérer sur tous les points de contact avec le régime qui disparaît ? Quelle aberration désastreuse. Mais les ouvriers apportant leur labeur et leur intelligence, imposant même la machine qui devrait les soulager, mais qui, captée, enrichira le patron, ne coopèrent pas, puisqu'on les frustre ! puisque dans la ruche humanité ils sont les abeilles laborieuses que dépouillent les frelons.

Voyons, soyons logiques. L'état de choses est mauvais, nous voulons le détruire, et nous irions coopérer, ici, là, partout (toujours à la façon des abeilles et des frelons) sur tous les points de contact ? Mais c'est perpétuer le *statu quo*, c'est faire un travail de replâtrage et jouer un rôle de dupe ; c'est consolider les murs de la prison, river l'anneau de la chaîne !

L'adversaire seul peut avoir intérêt à cela. Demandez-le à Waldeck, qui la veut, cette coopération, qui l'applique, et a, d'un geste audacieux, inauguré cette

tactique nouvelle. Si nous nous laissons mettre à ce régime, on nous pompera nos personnalités, patiemment, on émasculera le parti socialiste jusqu'au dernier globule, et, rompu dans sa force ascensionnelle, brisé dans son effort révolutionnaire, le ressort étant détendu, il ne sera bientôt plus, comme le parti radical — saluons les morts qui passent ! — qu'une lamentable loque ballottée sur la mer politique.

Je me permettrai, si on le souffre, une comparaison qui me paraît typique : Le courant socialiste peut être assimilé à un fleuve toujours grossissant et qui vient se heurter à la muraille du pouvoir central ploutocratique. Le mur est solide, mais il craque, et l'on sent qu'il crèvera sous la poussée, malgré les étais dont on cherche à le consolider. Anxiété. Chaque jour apporte à l'assaillant le poids d'une gouttelette, d'une molécule nouvelle, et le niveau monte toujours, dans la tranquillité d'une force certaine et irrésistible. Alors, un malin — appelons-le Waldeck, si vous consentez, mot qui ne veut rien dire — avocat de son métier, mais ingénieur dans l'occurence, a une idée géniale. Bravement, il prend une hache et marche au mur. Toute la citadelle ploutocratique crie d'épouvante. Cet imprudent va tout gâter ! Non. Détrompez-vous. Il est plus habile. Il se contentera d'une mince ouverture où s'insinuera un mince filet dérivatif, suffisant cependant pour alléger, sans crainte d'inondation, la digue chancelante.

Le voilà, le remède, cet homme l'a trouvé. Si nous voulons renverser la digue, qui, soulagée, se redresse déjà, nos *scaphandriers* n'ont qu'à boucher la fissure, sans tarder.

* * *

Mais cette tactique de la coopération était nécessaire à l'ambition de quelques-uns.

Comme l'a justement dit Lafargue, au dernier Congrès, le socialisme est devenu une force. On a jugé l'instant bon pour le canaliser. D'aucuns qui, jadis, l'eussent méprisé du haut de leur sérénité de bourgeois, sont venus à lui. C'est qu'il était arrivé à un degré de développement qui le mettait en travers de

toutes les routes. C'était l'inévitable vérité en marche. Alors, quoi ? résister ? Se placer en face, tête baissée, comme un taureau, ou, lance en arrêt, comme le Roch de la légende alsacienne devant la locomotive qui débouche de la brèche faite à la montagne ? C'était l'écrasement. On accepta donc la réalité invincible, mais on n'abdiqua pas. On tenta d'accaparer, de diriger le mouvement. De ce jour, le Socialisme eut ses entrées libres dans l'arène politique ; il n'était plus le dévoyé, le monstre hirsute, mais le simple enfant terrible destiné à bientôt s'assagir. Quelques-uns même, plus habiles, allèrent jusqu'à cajoler le drôle, et, si nous les laissons faire, ils le pommaderont comme Deschanel.

Cette force, toujours grandissante, allait devenir *l'ultima ratio* du peuple, lequel, de plus en plus, allait se tourner vers elle, s'y appuyer et la féconder, en faire la chose positive et concrète et donner la résistance du prolétariat à ce qui, d'abord, ne fut que l'idée. Les jeunes libéraux bourgeoisant, qui sentaient les électeurs las du radicalisme, écœurés de l'opportunisme, entrevirent le jour prochain où le Socialisme seul serait écouté. Anxiété. *To be or not to be*, être ou n'être pas ? comme dit Hamlet. Tout fut là. Leurs affinités les tiraient vers le monde bourgeois, mais leur ambition leur faisait l'obligation d'un avatar. Ils évoluèrent.

Mais, ces révolutionnaires par nécessité diplomatique, quelle que fut même parfois leur sincérité, n'avaient pas cette implacable, et presque automatique, volonté, qui s'attache au tréfonds de l'être, de pousser aux extrêmes limites du révolutionnarisme. Devant le sectarisme intransigeant (disons le mot en opposition au mol éclectisme), leur néo-révolutionnarisme s'ébroua, l'homme de la veille, moins dépouillé qu'on croyait, ressuscita en eux. N'ayant pu se décrasser de l'éducation reçue, répudier à jamais le monde quitté, et lui jeter l'*æternum vale* du poète latin, le passé les avait repris. Les êtres ont ainsi des retours sur eux-mêmes. L'aïeul reprend ses droits, atavisme, ou c'est, comme dans le cas particulier, simplement dans les remous d'une vie, la personna-

lité d'hier qui met sa griffe d'ombre sur celle d'aujourd'hui. Reprise de la chose morte sur la chose vivante. Et ce retour fatal, non voulu, dégage un peu, peut-être, la loyauté de ceux qui le subissent.

Ces hommes, d'ailleurs, ne s'étaient pas donnés tout entiers. Ils n'avaient pu se faire à la transition brusque du passage d'un pôle à l'autre. Ils étaient demeurés *indépendants*. Ils eussent été mal à l'aise sous le plomb des programmes arrêtés, sous le joug autoritaire (gardons ce mot devenu pour eux une arme) des organisations où la discipline les eut rompus, sacrifiés au profit de tous. Ils donnent assez l'impression de nouveaux convertis qui ne peuvent se résoudre à quitter le monde, à brûler leurs vaisseaux et à se livrer corps et âme. Mais on comprend de quelle liberté d'allure on peut jouir, quand on est seul, qu'on ne dépend que de soi-même, que l'on n'est exposé à aucun contrôle, aucune censure, astreint à aucuns devoirs précis. On a ainsi le bénéfice de l'étiquette sans en subir les charges.

Donc, ces hommes ont, et pour cause, la haine des *organisations*. Pense-t-on que Millerand, s'il se fut rattaché, je suppose, au « Parti socialiste révolutionnaire », eut été impunément et impudemment ministre?

Il eut dû se courber sous la discipline, ou un vote de flétrissure l'eut le même soir exécuté. Autoritarisme, criera-t-on? Oui, de la collectivité sur l'individu.

Or, être exécuté, c'est gênant, d'autant plus que lorsqu'on rêve de *coopérer*, on est exposé à l'être tous les jours.

Donc, pas d'organisations dans le vœu de ces indépendants, partant, pas d'unité.

* * *

Celle-ci, cependant, un indépendant la demanda éloquemment, dans sa naïveté. Je laisse le mot tombé de ma plume, car il est un hommage.

Il eut le rêve de je ne sais quelle grande machine, aux rouages soigneusement ajustés et graissés, qui jouerait sur un coup de pouce, comme le couperet sous l'index de Deibler, et décapiterait le Capitalisme.

C'est grand, sans doute. Mais le grand, l'outré, n'est pas toujours l'exact. D'une telle force domestiquée, si elle existait, il faudrait faire un emploi bien judicieux, bien réfléchi ; et quel pontife assumerait la responsabilité de la mettre en mouvement ? On objectera qu'elle s'y mettrait d'elle-même. Je suis un peu rétif à cette hypothèse, et je craindrais plutôt qu'elle ne devint un grand engin électoral et parlementaire sous l'impulsion d'une coterie habile servie par une presse fidèle et serve.

J'ai un peu l'aversion, aussi, instinctive, des corps immenses, et conséquemment mous. Les grands empires, comme les grandes collections d'éléments, manquent de cohésion. C'est fluctuant. Il se crée dans ces touts quantité de petits centres nerveux qui n'ont pas toujours entre eux une homogénéité bien parfaite et qui sont loin de vibrer et de tourner à l'unisson. Ce phénomène, résultat fatal que l'on veut provoquer par le Fédéralisme géographique, nous nous en occuperons tout-à-l'heure. Mais un fait certain, indéniable, c'est que les partis de combat doivent leur puissance de pénétration au nombre restreint de leurs membres, à leur minorité compacte et active. Ce sont, dans l'histoire des peuples à travers les âges, les minorités qui ont remorqué le progrès et fait les révolutions; les majorités n'ont jamais su qu'ériger des dictateurs. Le jour ou le socialisme sera devenu le parti de tout le monde, c'est qu'il donnera satisfaction à toutes les conceptions, que son idéal se sera étrangement édulcoré et adultéré. Mais il se trouvera encore, j'en ai la certitude, une minorité pour combattre et revendiquer. Et ce sera conforme à l'éternelle logique des choses.

Le corps agrandi perd de sa consistance. Les idées, à se répandre, se déforment, elles s'assouplissent, pour ainsi dire, comme le vêtement que l'on endosse tous les jours, mais où chaque locataire différent laisse l'empreinte de sa difformité personnelle. Vous verrez qu'à force de distendre le tissu socialiste on finira par y faire passer tout le radicalisme — qui n'y verra pas d'autre inconvénient.

Un avantage certain de la combinaison pour les

indépendants, c'est le contrôle devenu, sinon impossible, du moins difficile, et, comme résultante, l'arrivisme, la floraison d'une foule de personnalités douteuses poursuivant leur ascension vers l'assiette au beurre.

Mais l'unité, bonne pour ceux qui recherchent le vague, si elle est résolue dans un certain sens, n'était alors possible que par les organisations, lesquelles, solides et cohérentes, faisaient, en s'unissant, et par cela même, la cohésion du parti tout entier. La discipline ne pouvait en conséquence que se trouver resserrée, non relâchée. Parfait ! De plus, de par cette loi de densité, qui entraîne les idées comme la matière, il était fatal que le noyau consistant des organisations, à brève échéance, imprimât une direction à la nébuleuse. C'est ce qui me paraît, normalement, advenir en effet.

A l'expérience, des indépendants trouvèrent un cheveu dans cette union tant prônée, mais où ils menaçaient d'avoir le rôle effacé d'une nuée de satellites gravitant à la suite des astéroïdes de plus ancienne formation. A bon droit, ce cheveu leur apparut comme un câble pesant. Diable ! ils avaient rêvé l'unité autrement, dans une *bouillie innomable* (1) ; déçus, ils entrèrent sourdement en révolte contre la norme qui commençait de les entraîner à l'encontre de leur désir.

Heureusement, un projet de réorganisation était sous roche. Cette innovation est cependant plutôt une exhumation, si j'en crois Ed. Vaillant qui l'a qualifiée de « girondinisme ». Quoi qu'il en soit, le Fédéralisme arrivait à point pour corriger les choses. On s'empara de cette idée triomphante et salvatrice. Nous allons, nous, examiner à notre tour cette autre manifestation de *la méthode nouvelle*.

* * *

Comme on sait, l'idée de fédéralisme fut lancée au dernier Congrès. Depuis, elle a marché. Ce fut Marpaux, de la Côte-d'Or, qui attacha le grelot. Depuis

(1) Le mot est d'Allard. F. P.

longtemps ce rêve le hantait, et ses amis de la Côte-d'Or et du Jura, avec lesquels il est en perpétuel contact (et les velléités ataviques d'indépendance franche-comtoise, vivaces chez les derniers, prédisposent leur esprit à cette culture), s'étaient familiarisés, eux aussi, à cette conception ; si bien qu'ils vinrent au Congrès bien décidés à doter de ce moule nouveau le socialisme dont ils escomptaient les divisions.

Ecoutons les novateurs et lisons-les. Nous serons pleinement édifiés.

Je ne citerai pas *in extenso* leurs discours au Congrès, ni leurs écrits, mais j'extrairai quelques fragments des uns et des autres. Voyons d'abord les paroles. Je puise dans le *compte rendu officiel sténographique du Congrès*. Le 3 décembre, Marpaux s'exprime ainsi (page 20 du compte rendu) :

« *Nous voulons l'union du parti socialiste et nous la voulons sur d'autres bases que les organisations existantes. Est-ce que nos électeurs connaissent nos discussions byzantines?*

Déjà le souci des électeurs ? Quant à l'accusation de byzantinisme, nous la retrouverons plus loin, sous la plume du même critique.

Le 4, Marpaux ajoute (pages 309-310) :

« *Nous disons qu'il y a un état d'esprit propre à chaque pays, un état d'esprit méridional, un autre dans le nord.*

« *Chaque militant adhérera au groupe de sa commune, à leur tour les groupes communaux se fédéreront par départements ou régions; quelles que soient les divergences d'opinion des conseils municipaux, Montluçon ou Commentry, par exemple, ne doivent faire qu'un seul organisme régional*

« *Nous ne pouvons rester dans nos petites chapelles, nous ne pouvons être jurassiens ici et bourguignons là.*

« *La France est trop grande pour n'avoir qu'une pensée, et plus on se rapproche du peuple, plus on le trouve divers dans ses idées. Par conséquent, on doit éviter de chercher à le froisser* (1). »

(1) La crainte de l'électeur est le commencement de la sagesse, dit la circonspection parlementaire. F. P.

Comme on nous annonce, dès le début, que l'attaque sera dirigée surtout contre les organisations. Et comme, dans ces seules coupures, suffisantes pour nous exposer sous tous ses angles la pensée de Marpaux, la conception étroite se dégage. Ce qui importe, dans le groupement, ce n'est pas l'opinion, mais la pousse sur le même terrain. C'est la mesquine lutte de clocher à clocher, l'idée nationaliste dans ce qu'elle a de plus fruste et de plus rudimentaire. Ce qui n'empêche, d'ailleurs, pas Marpaux de déclarer que nous ne pouvons être ici jurassiens et là bourguignons (et c'est lui justement qui, s'opposant à l'organisation qui s'étend à l'ensemble, rêve les petites chapelles). O logique ! Mais retenons ces arguments, et continuons nos fouilles.

Voyons Ponard, du Jura. Je trouve page 196 :

« *Nous aurions désiré, nous aurions voulu qu'au lieu des grandes organisations constituées, représentées ici d'une façon compacte, réunies entre elles, ce fut la France elle-même qui fut représentée.* »

Donc, ce qui taquine Ponard, c'est la cohésion des organisations, c'est leur formule nettement définie, et que leurs membres ont lentement, laborieusement élaborée. Il n'admet l'unité que dans l'incohérence des conceptions. La France ne peut être nettement représentée qu'à une condition : la multiplicité des opinions. Quel concert ! et quel accord !

Page 197, je trouve, tombé de la bouche du même, cette naïveté prodigieuse :

« *J'entendais notre vénéré ami, le citoyen Vaillant, prononcer un mot qui nous inquiète : « Le lendemain de la révolution, disait-il, la période révolutionnaire doit être la dictature impersonnelle. » Eh ! bien, je vous avoue que, Francs-Comtois et Jurassiens, nous n'envisageons pas d'un bon œil toute dictature, quelle qu'elle soit* » (1).

(1) Le citoyen Vaillant avait lu à la tribune les résolutions du Parti Socialiste Révolutionnaire où il est dit ceci :

« Dans une période révolutionnaire, le premier devoir du parti est de s'emparer du pouvoir politique et de réaliser dans la mesure possible et pour son émancipation *la dictature impersonnelle de la classe ouvrière.* »

Quelqu'un à l'esprit tortueux a sans doute glissé cette critique paradoxale, roulant sur un jeu de mots, dans le conduit auditif de notre franc-comtois, et le simple, lui, traduit solennellement le calembour. On ne répond pas à ces facéties.

Mais continuons. Page 198, je cueille ce bel exemple de communisme :

« *Ce qui constitue le commencement de collectivisme appliqué dans le Jura, ce sont ces fruitières qui existent dans chaque commune, où tous les habitants, tous les petits propriétaires apportent le lait dans la même chaudière ou dans le même récipient pour en faire sortir le fromage qui sera plus tard vendu.* »

Citoyen Ponard, les paysans des hameaux, en Bourgogne, et sans doute chez vous aussi, payent un vacher communal chargé de paître le troupeau commun de tous les habitants. Il y avait sous l'ancien régime le four banal. Mais les paysans d'aujourd'hui, pas plus que les serfs de jadis, n'ont jamais prétendu s'élever au communisme, ce qui eut peut-être enorgueilli l'esclavage des uns et la servitude des autres. Quelle interprétation du communisme !

Je continue ma lecture et découvre, page 199 :

« *Chaque département présentera son caractère particulier, sa physionomie particulière. Chacun restera libre d'appliquer le programme socialiste comme il l'entendra* »...

Est-ce que j'exagère, quand j'affirme que nous aboutissons à un *nationalisme* de village ? Le voilà bien le mot de l'affaire et je ne l'ai pas fait dire à Ponard pour les besoins de la cause. Quelle élasticité dans sa méthode. Nous y reviendrons, mais retenons présents à l'esprit ces arguments bizarres.

Maintenant, auscultons Poulain, néophyte, fraîche recrue, et d'autant plus impétueuse. Avec lui plus de diplomatie, ni de désirs voilés : Le rêve de destruction dans sa nudité et sa crudité. Jugez.

Je lis successivement, pages 349, 350 et 351 :

« *Selon moi, l'unité socialiste ne peut-être que la disparition des écoles.*

« *A vous, organisations constituées en parti, dès aujourd'hui et non pas demain, nous vous demandons de regarder l'heure de votre mort.*

« *Je constate, et c'est là une espèce de consolation, que si au début de ce congrès il y avait un peu d'ardeur, des mots vifs échangés, je constate qu'en effet c'était les partis qui se débattaient dans une convulsion que je voulais croire et que j'espère suprême.* »

L'attaque est-elle assez nette? Tellement que l'orateur, qui sent son coup de pied de l'âne un peu prématuré, ne peut retenir cette restriction délicieuse :

« *Oh ! ce n'est pas une attaque, c'est un espoir.* »

Et ceci page 351 :

« *Non, le peuple aujourd'hui est mûr, mes amis, pour se diriger dans le socialisme; il y a des moments où il peut se tromper; vous le laisserez supporter la charge de son erreur. Il a des charges déjà assez lourdes.* »

Est-ce drôle ou triste, dans la bouche d'un député socialiste, cette constatation et sa conclusion, appendice caudal inattendu?

Et ceci encore, page 352 :

« *La question est celle-ci : Le monde socialiste vous demande aujourd'hui de renoncer vous-mêmes aux écoles dans lesquelles vous êtes.* »

En bon français, d'abdiquer leur pensée ! Comme on le voit, peu de chose. O abnégation, quelle vertu vous êtes, dont Poulain est le prophète !

A présent, passant aux écrits, compulsons Bouhey-Allex, de la Côte-d'Or.

Dans le *Rappel des Travailleurs* des 18 et 25 février 1900, je lis une étude : *Les Fédérations départementales*, dont je détache ce qui suit :

Nous disons : Oui, *Paris est bien le centre, mais seulement le centre principal de la France, et, qu'on le veuille ou non, il y a et il y aura toujours autour de lui des centres secondaires.*

Touchant ce qu'il appelle les *apôtres* socialistes et leurs fidèles :

Partis de la République « une et indivisible », ils sont arrivés à l'idée socialiste « une et indivisible », et tellement indivisible que, pour chaque école, sa conception socialiste seule est orthodoxe. Toutes les autres sont des hérésies.

On comprend mieux, tout au moins on comprend bien, que, dans un tel état d'esprit, on considère comme *néfaste* — le mot est de Pagand — l'organisation des Fédérations régionales ou départementales, venant ou pouvant venir jeter une

note quelque peu, je ne dirai pas discordante, mais différente dans le concert sacré.

Puis l'éternelle bizarre conception de la différence de mœurs et de pensée :

Il est bien évident en effet que chaque région, étant donné la différence d'origine, de climat, de tempérament et d'intérêts, aura, sous l'influence du milieu ambiant, une conception différente, sinon sur la doctrine, tout au moins sur la tactique à adopter.

*Vouloir que ce qui est bon à Paris le soit également pour Lille et pour Marseille, c'est non seulement vouloir l'impossible, l'irréalisable, c'est non seulement se vouer d'avance à un échec certain, mais c'est en plus absolument contraire à notre principe fondamental : la commune libre dans l'Etat libre.*

Comment, sous prétexte que notre mentalité socialiste n'est pas suffisamment développée, on veut nous tenir *émiettés* pour mieux nous maintenir en tutelle !

De même que dans la lutte du prolétariat contre le patronat, celui-ci veut bien discuter avec les ouvriers *individuellement*, mais se refuse à discuter avec les ouvriers *fédérés*, c'est-à-dire syndiqués !

C'est étonnant comme les idées de domination persistent même chez les meilleurs champions de la liberté.

L'émiettement ? Et mon *centralisme* alors, ô Bouhey-Allex ?

Puis cette justification du système nouveau (vieux neuf) :

Nous voulons que, *dès maintenant*, cette organisation soit établie sur les mêmes bases que nous voudrions voir établie l'organisation sociale au lendemain de la Révolution, afin que, *dès maintenant*, nous puissions dire au monde inquiet qui nous regarde : Voilà comment cela fonctionne aujourd'hui et voilà aussi comment cela fonctionnera demain.

Et ceci, qui résume, et que je ne lui ai, certes, pas dicté :

C'est en somme, et toutes proportions gardées, la vieille lutte des Jacobins et des Girondins et celle, plus récente et beaucoup plus mesquine, des opportunistes et des radicaux.

Un seul défaut, mais capital, dans l'argumentation de Bouhey-Allex : C'est qu'il considère le but comme atteint, la révolution comme effectuée, *accomplie dans les choses*, puisqu'il oublie que son parti, corps poli-

tique, évolue dans un milieu déterminé qui nécessite telle formation de combat adéquate, *accomplie dans les cerveaux*, puisqu'il croit l'éducation faite chez tous, que tous les militants, ou pseudos, des provinces ont la vérité, et, mieux, l'appliquent, que pour lui Bridoison de Votard-les-Girouettes pèse autant, philosophiquement, que Vaillant et Guesde. En un mot, nous sommes une troupe d'attaque, et l'on nous dit : Mais non, ne vous formez pas en colonne pour monter à l'assaut, puisque demain vous serez chacun chez vous.

O Bouhey, réveillez-vous, l'état social n'est pas changé, nous ne sommes pas au lendemain de la victoire, mais seulement à la veille du combat. La base de votre argumentation s'appuyant sur le vide, puisque *sur ce qui n'est pas encore*, tout s'écroule.

Ponard, lui (déjà cité abondamment), mène dans le *Jura Socialiste* une campagne non moins active. Je découpe dans le numéro du 4 février :

D'abord cette profonde découverte de la cause intime de la divergence de tactique :

Millerand est le prétexte, mais *il apparait clairement que la jalousie de Guesde contre Jaurès est le grand mobile*, et *l'absolutisme de Vaillant le moyen* d'éviter la réalisation de l'unité du parti socialiste, que les papes de sectes redoutent surtout parce qu'elle démontrera leur inutilité.

Ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont dites. Il est acquis, néanmoins, que c'est nous, byzantins, qui attaquons les militants.

Habitués à discuter sous la *direction* de Vaillant ou de Guesde, des camarades en viennent à n'entrevoir la Révolution qu'à travers la dictature du comité central de leur organisation particulière. Le conseil national du parti ouvrier français est le gouvernement tout désigné de la Révolution aux yeux des guesdistes.

Le comité central a la même attribution, dans la pensée des blanquistes, et, chacun de son côté, se donne la douce illusion de la victoire, non seulement sur la classe bourgeoise, mais même sur l'école ou l'organisation voisine.

Et voilà justement pourquoi votre fille est muette ! Heureusement, voici le remède, un peu empirique, à la vérité :

Voilà pourquoi la fédéralisation générale s'impose, *non une*

*fédération des écoles diverses que nous ne voulons pas reconnaître, mais une confédération de départements ou de régions autonomes.* L'organisme central ne sera pas l'écho des cinq grandes écoles avec l'esprit de rancune ou de rivalité qui les anime, comme nous l'avons trop constaté au congrès de décembre, — mais il sera le reflet exact de la pensée socialiste française.

Ponard n'accepte pas qu'une *pensée* triomphe (toujours l'abnégation dans les limbes)! Il ne veut que le triomphe de la géographie conventionnelle bourgeoise ; il me semble, en outre, éprouver un peu pour les *maîtres* la haine sourde du cheval hongre pour l'étalon. Tant pis pour lui. Retenons cependant qu'il nous signale comme adversaires de l'unité.

Marpaux, lui, qui est un peu le *deus ex machina* de la région, écrit moins souvent. Il s'oublie cependant quelquefois. Dans le numéro du 11 février du *Rappel des Travailleurs*, je trouve un peu de sa prose sous la rubrique facile « Note de la Rédaction ». Il y est dit, entre autres bonnes choses :

Au surplus, le centralisme de Pagand est très relatif : tandis que nous rêvons d'un comité fédéral central imprimant une direction d'ensemble au mouvement socialiste, il veut le maintien du statu quo, c'est-à-dire un comité général composé de 8 organisations différentes, sorte d'hydre à 8 têtes dont chacune veut dévorer sa voisine. Cette façon de se concentrer n'est-elle pas curieuse ?

On s'explique très bien, dans ces conditions, qu'aucun des partis ne veuille se sacrifier, pas plus celui d'Allemane que les autres. Ce sera aux fédérations départementales à les mettre d'accord en les absorbant.

Mon centralisme? diantre! C'est bientôt dit. Mon opinion se trouvant quelque peu faussée, je voulus par un article remettre les choses au point. Mais l'occulte comité de censure du *Rappel des Travailleurs*, où j'avais, plusieurs années durant, bataillé en bonne place, avec une régularité sinon bienfaisante, du moins louable dans son effort, m'opposa son *veto*, m'informant indirectement de sa décision dans le numéro du 18 février, par une note impersonnelle dont on me permettra d'extraire quelques perles.

Cela débutait par la reproduction d'un entrefilet du *Jura Socialiste* où l'on lisait :

Nous ne voulons même pas nous demander si les camarades, dont toute l'énergie se dépense en stériles récriminations contre les nôtres, sont guidés par la jalousie, l'ambition ou une trop flatteuse opinion de leur haute compétence politique ou économique.

Après sa citation, le journal ajoutait :

Nous ne perdrons pas notre temps à répondre aux attaques personnelles.

Nous avons assez du byzantinisme. Place à l'action.

On voit comme cette polémique *d'idées* est courtoise, et cette façon de procéder exquise. Chez ces gens-là, les idées et les hommes qui les portent sont intangibles. Ils peuvent bien, eux, paraphraser, à la façon de Gérault-Richard, *sur la majestueuse stérilité des pontifes* (1). Il est entendu qu'ils n'attaquent pas. Mais discuter leurs idées, qui ne tendent rien moins *qu'à la destruction de l'œuvre accompli*, c'est travail sacrilège de *byzantins*. Oh ! ces socialistes ramassant dans une controverse, pour la jeter à un ami, l'accusation niaise tombée six mois avant de la bouche de Mercier, à l'adresse des intellectuels, quel estomac ! Mais passons.

Si j'ai fait tous ces extraits, c'est qu'ils sont pleins d'enseignements et que les pensées qui s'y étalent reflètent véritablement tout un état d'âme.

Ces exhumations sont d'ailleurs suffisantes pour nous fixer sur la tactique des obstinés fédéralistes. Parlons de leur système, en condensant. Il ressort de tout ce qu'ils disent ou écrivent, assez d'hérésies pour leur condamnation.

*
* *

On m'a traité *de centraliste*, et l'on a affirmé que j'étais pour le maintien du *statu quo*.

(1) De la *Petite République* du 16 juillet, j'extirpe, entre autres émaux, de la substantielle prose de son rédacteur en chef :

*Parlottes de chapelle et vaticinations de pontifes ankylosés. La méthode (du socialisme) s'amplifie tous les jours, au grand étonnement des bonshommes poussifs qui le voudraient tenir en lisière auprès de leurs fauteuils de rhumatisants.*

Quel joaillier, que ce truculent Gérault-Richard ! F. P.

Or, je m'étais mis dans l'esprit, moi, que chacune des organisations existantes donnait l'image absolue d'une *fédération* logique, puisque, chez elles, tous les groupements, à quelque point du territoire qu'ils fleurissent, sont indépendants dans leur région et ont voix au chapitre par leur délégué, lequel siège au Comité Central formé de tous les délégués des groupes adhérents à l'organisation. Mais il paraît, d'après ce que l'on déclare, que c'est là un *centralisme comme l'a rêvé Bonaparte*. Je m'imaginais, au contraire, que le *centralisme* consiste en cette opération : prendre la carte, la découper arbitrairement en petites tranches qu'on nomme *départements*, et mettre dans chacune d'elles un conseil, reflet du Conseil supérieur.

Les fédéralistes conservent l'échiquier centralisateur, gardent les tranches en question, divisions administratives devenues divisions politiques, et établissent dans chacune d'elles à la place du conseil préfectoral ce qu'ils nomment un conseil *fédéral*. J'avoue — à la honte de ma compréhension bornée — ne pas voir se dessiner d'une façon précise la différence entre leur système et celui de l'état bourgeois, quant à la forme.

Ils ne lient pas, dans leurs fédérations, les groupes politiques par affinités, par tendance, par tempérament. Ils font fi de ces subtilités. Ils prennent autoritairement la région, avec ses éléments *hétérogènes*, pour former un faisceau, et ils déclarent triomphalement que c'est là un tout *homogène*, le seul bon, le seul juste. C'est la *théorie du bloc* appliquée à la géographie de convention. Il y aura dorénavant le bloc côte-d'orien et le bloc jurassien, par exemple. Qu'il se trouve dans le Jura un élément disparate (paille dans l'or massif !) ayant quelque affinité avec un élément disparate au même titre dans la Côte-d'Or, les fédéralistes n'en ont cure ; il est interdit aux dissidents de chercher un rapprochement dans un tout supérieur, dans l'organisation de leur choix dont la conception répond à la leur et dont les ramifications étendent leur réseau sur toute la France. L'organisation condamnée doit disparaître et les éléments disséminés se fondre chacun — ô abnégation ! — dans

leur salade départementale respective où l'on introduit tous les condiments.

Au-dessus des idées, on place un moule. On trace de petites enclaves sur le sol, et l'on prend pour guide la division fantaisiste du régime bourgeois. On stéréotype dans la formule caduque que l'on adopte, et que notre premier devoir aurait été de combattre. Le jour de la grande révolution prolétarienne, nous supprimerons toute la géographie conventionnelle. Non seulement nous effacerons les frontières internationales, mais les lignes intérieures. Nous ne voulons plus de ces enclos où l'on parque les hommes, et nous ferons la commune libre dans le grand Tout, non dans sa région dressée contre la région voisine. Nous ne pouvons donc pas sanctionner le système de la société ploutocratique en l'introduisant avec toute sa fantaisie arbitraire dans notre parti, ni modeler notre organisme sur celui que nous voulons démolir.

Il est vrai que tous nos fédéralistes sont d'accord pour déclarer que le midi n'est pas le nord, que l'ouest n'a rien de commun avec l'est ; que ceux qui vivent à deux cents kilomètres l'un de l'autre sont aux antipodes morales ; ils n'ont ni les mêmes besoins, ni la même façon d'interpréter les choses, bref, ils sont, au sens précis et aigu du mot, des *étrangers* les uns pour les autres. Diantre ! Mais c'est une vieille connaissance que cette conception qui traîne depuis des siècles sur l'humanité en servitude, soigneusement entretenue vivace par tous ceux qui ont intérêt à diviser pour régner. C'est, ni plus ni moins, à peine rajeunie, que la théorie des brachycéphales et des dolichocéphales, théorie à l'aide de laquelle on a dressé Bourguignons contre Normands, Français contre Allemands. Sophisme épouvantable ! Des « internationalistes » ont ramassé cette loque chère au « fédéraliste » Maurice Barrès ! Et, c'est en s'appuyant sur cet argument foncièrement réactionnaire que l'on s'imagine nous faire échec ?

Non, Marpaux, malgré ton affirmation, je me refuse à croire Bakounine et Reclus fédéralistes de cette façon.

« Je veux, dis-tu, le Comité général des huit orga-

nisations, espèce d'hydre à huit têtes, dont chacune veut dévorer sa voisine ? »

Hydre pour hydre, je préférerais celle qui a huit têtes à celle qui en a quatre-vingt-neuf, elle est moins dangereuse. Mais ce sont là des mots.

La réalité, c'est que tu as déclaré (et tous tes amis ont traduit également cette pensée qui vous est commune) *que la France est trop grande pour n'avoir qu'une pensée*, ce qui laisse supposer qu'elle aura autant de conceptions socialistes que de fédérations. Quelle tunique d'arlequin endossera notre parti ! et quelle bouillie philosophique dans les crânes ! Mais aussi, dans le réseau de petites barrières, quelle obscure forêt électorale où les arrivistes s'embusqueront ! On imagine quelle gamme dans le parti polychrome où on aura réalisé *l'unité absolue* selon Poulain, c'est-à-dire superficielle, et même fictive, en fait. Donner une formule politique à cette chose fluctuante ? Laquelle ? Où puiser le critérium orthodoxe qui la satisfera ? Et quelle main scripturera la phrase cabalistique ? Le Parti lui-même ? Laissez-moi rire. Quoi, ces fédérations formées d'un ramassis d'éléments hétérogènes, ces quatre-vingt-neuf chapelles minuscules où s'épanouiront quatre-vingt-neuf pontifes non moins minuscules, mais que leur nature de vibrions microscopiques fera infiniment remuants et despotiques, apporteront leur pensée trouble et multiple ? et les unes nous parleront communisme de fromage et les autres communisme de vacher dans leurs cahiers ?

Et pour ce beau résultat, on détruit tout, on biffe d'un trait *l'acquis*. L'on oublie et l'on repart, ingambe, allégé. Les organisations sont supprimées délibérément. Les admirables forces constituées patiemment, sous la pression même des évènements et du milieu, sont détruites. Plus rien, table rase. Elles avaient cependant, ces organisations que l'on dénonce, réalisé quelque parcelle de vérité dans l'action ; leur pensée était certaine, connue, définie, et leur attitude d'hier était la garantie de demain. N'importe ! Leurs éléments, proclame-t-on, subsisteront. Oui, comme la poussière subsiste du marbre broyé et les atômes de la combinaison dissoute : dans le néant des choses.

Il eut été cependant si naturel d'accentuer le mouvement commencé, d'agrandir, au lieu de les détruire, les organisations existantes, d'amener la sève à leurs rameaux qui s'étendent partout, et, par un commerce incessant, par un frottement continu dans un comité central, de les faire, graduellement et sans hâte, se pénétrer, s'assembler l'une dans l'autre, pour ne former qu'un tronc sous un même idéal élargi, mais épuré, auquel auraient contribué toutes les conceptions, si peu différentes, devenues collaboratrices. De cette façon, la pensée révolutionnaire ne s'égarerait pas; elle serait sauvegardée, et nous n'aurions pas la crainte de la voir sacrifiée à la tendance nouvelle de groupements indécis, la plupart récents, et liés arbitrairement par une idée antédiluvienne de terroirs. Nous avons un patrimoine, que les organisations ont amassé et qu'il importe de ne pas perdre.

D'ailleurs, le socialisme trouverait ainsi sa croissance normale, résultante logique de sa vie juvénile, épanouissement du développement laborieux dans une maturité sereine, et dans une vigueur qui ferait de lui la puissance prépondérante, l'hégémonie directrice de l'avenir.

Telle est ma conception, loin de celle qu'on me prête : un organisme rationnellement formé sous la pression du milieu et des nécessités.

Le fédéralisme, lui, ne repose que sur la division géographique bourgeoise, contraire à la logique des faits et des choses. Ils serait par là foncièrement désagrégeant, et il noierait la pensée révolutionnaire, qui eut tant de peine à se dégager, sous le radicalisme socialisant de troupes nouvelles, insuffisamment éduquées, rassemblées surtout pour les besoins des luttes électorales locales, et dont les revendications se hausseraient tout juste à notre programme minimum.

Il s'en suivrait une paralysie mortelle peut-être.

* * *

Mais on comprend aisément ce qu'une destruction des organisations aurait d'agréable pour ceux que gêne une discipline trop rigide. Il est, selon une tra-

duction de la pensée de César, plus facile aussi d'être le premier à Fouilly-les-Innocents que le second à Paris. Chaque médiocre, qui cuve sa haine des pontifes et des intellectualités supérieures, pourrait caresser l'espoir d'être l'astre d'un des 89 centres du territoire. Chaque centre aurait sa conception personnelle, sa tactique propre, comme sa norme adoptée à l'endroit ; et les différences d'opinions de centres à centres, s'expliqueraient par la conformation des têtes, lesquelles sont rondes quelque part, paraît-il, et carrées ailleurs. Vrai en deçà, faux au-delà. Inutile de franchir les monts, l'arbitraire division administrative bourgeoise, la ligne imaginaire suffit. On trouverait ainsi des idéals pour toutes les aspirations et pour toutes les ambitions. D'ailleurs, Poulain l'a dit, les congrès n'auraient plus raison d'être, les communications par la presse suffiraient : un simple faire-part de voisin à voisin. Et chacun maître chez soi, n'est-ce pas ? Triomphe du clocher. La doctrine prendrait sa forme, serait de style flamand ou bourguignon, plein cintre ou ogive, moyen-âge ou renaissance !

Les beaux temps reviendraient avec les belles luttes de remparts. Chacun ayant la vérité intégrale et absolue, il y aurait en France au moins quatre-vingt-neuf vérités ! Quelle collection et quel musée !

L'hydre a huit têtes aurait fait des petits.

Nous avons suffisamment, par nos citations et nos commentaires, éclairé le tréfonds de la pensée de ceux que Marpaux, un peu pompeusement, mais justement (ô cruauté des amis) dénomme *les indépendants, réformistes d'hier.*

Chez eux, un sentiment et deux objectifs principaux :

1° Phobie exacerbée des pontifes et des chapelles ;

2° Destruction des organisations ;

3° Prédominance, de par la tyrannie du nombre (nombre de groupes, non d'adhérents), des éléments nouveaux sur les éléments anciens.

Cela peut se traduire ainsi :

Les organisations ne transigeaient pas, ayant un but déterminé, une action méthodique, une discipline serrée : Donc, à bas les organisations !

Les vieux professeurs, qui ont formé le parti, ont apporté leur goutte intellectuelle à l'acquis philosophique, et le secours de leur inlassable activité de constructeurs à la lente évolution des masses, obsédant les médiocres qui semblent ternes près d'eux, se raidissant pour empêcher les déviations fructueuses que rêvent les arrivistes, à bas ces gêneurs ! à bas les pontifes ! à bas ceux qui les défendent !

Les organisations, agglomérations puissantes absorbant les éléments nouveaux qui s'orientent vers le socialisme, les transformant dans leur digestion de corps organiques, et les redonnant façonnés, gardant l'empreinte du moule, à bas ces matrices brevetées !

Par contre, ne touchons pas aux éléments nouveaux, ne déflorons par ces beaux caractères !

De quel droit ces organisations, formées par l'effort patient de toute une génération de lutteurs et de penseurs, imposeraient-elles leur conception, résultat de ce travail laborieux ? Et la liberté ? La pensée socialiste, d'abord éparse et diffuse, s'est condensée, tels les gaz d'une nébuleuse, dans quelques noyaux consistants. A bas ces aboutissants d'une évolution régulière ! Nous retournons au protoplasma. C'est vague, imprécis, mais on y est sacrément à l'aise.

Chacun ayant droit à sa conception particulière, à sa tactique personnelle, on ne va pas, j'imagine, infliger la tactique de trois ou quatre organisations réunies, qui ne comptent ensemble que douze cents groupes, à la fédération du Jura qui en a peut-être six et 150 adhérents (y compris les radicaux-socialistes), ce serait du propre ! Que deviendrait, ô Parisiens, le collectivisme du gruyère que vous ignorez ?

Donc, détruisons. Que plus rien ne reste d'une œuvre de 25 ans. Fera-t-on mieux ? Nous le garantissent tous ceux que gêne l'œuvre faite. Aussi nous sommes tranquilles sur la fin.

Et l'on soulèvera des clameurs en dénonçant une telle opération de désagrégation comme *néfaste?* Il faudrait, hélas ! si l'on écoutait l'indignation, un mot plus cruel et plus décisif.

D'ailleurs, nous allons voir comment ces fédéralistes, qui nous reprochent de ne pas vouloir l'unité

dans l'anéantissement, sont eux-mêmes partisans de l'union.

*
* *

Ouvrons le *Jura Socialiste* du 2 juin. Ponard y vaticine.

Il est inutile de vouloir plus longtemps le nier. *Il y a en France deux courants socialistes diamétralement opposés.*

L'un, qui cherche à se prévaloir d'un principe d'autorité quasi-monarchique, et l'autre qui revendique l'esprit d'autonomie et de liberté.

Il y a le socialisme des papes et le socialisme des travailleurs, et je ne vois pas la possibilité de les concilier. Il faut que l'un absorbe l'autre, l'union ou l'alliance est impossible.

Les papes ont leurs disciples : petits jeunes hommes qui pensent, parlent et gesticulent comme eux, portent la barbe et les cheveux comme eux.

Les groupes, quand ils existent, sont les bataillons que l'on passe en revue.

Cette conception du socialisme n'est pas la nôtre et tous les militants de l'Ain, du Jura et de la Côte-d'Or ont un profond dégoût pour ce socialisme autoritaire dont on attribue la doctrine à Marx ou à Blanqui, mais que Blanqui et Marx désavoueraient s'ils revenaient parmi nous.

On réclame que le parti repose sur des organisations libres et fédérées et non sur l'autorité des pontifes.

Donc nous sommes les étatistes autoritaires, c'est-à-dire la réaction. Heureusement Ponard et ses amis sont nés. Ils ont inventé le principe de l'autonomie et de la liberté. Il va sans dire que Éd. Vaillant, qui, en 71, fut condamné à mort, n'avait jamais songé à la liberté avant leur venue. S'il a aidé à la Commune, c'était pour satisfaire son ambition de despote en herbe. Mais continuons, l'attaque se précise.

Il y a surtout au Comité général une majorité d'étatistes qui ont pensé que la République sociale pouvait se substituer à la République bourgeoise et qu'il suffirait, pour cela, de confier le Gouvernement de la France à tel ou tel Comité directeur d'une école socialiste, appliquant alors sa méthode contre toute autre.

Entraîné par sa plume, Ponard va même nous avouer que derrière sa haine des personnalités, il y a son aversion pour un principe. (Je n'ai jamais vu autre chose dans ses jérémiades).

Nous ne comprenions même pas le pourquoi de ces luttes intestines entre les différentes écoles, nous les attribuions à des jalousies de militants, des haines de personnalités ; il n'en était rien. Les divisions reposent sur une question fondamentale de principe.

Il ne peut pas y avoir entente et accord entre partisans de l'autorité et partisans de la liberté.

Maintenant, un couplet d'une admirable facture sur l'unité :

*Nous ne sommes pas de ceux qui prétendent qu'il faille unir quand même ; non.* Il eut peut-être mieux valu, au dernier congrès, qu'après les premières séances tumultueuses les délégués de l'Est exécutassent de suite leur projet de réunir à part un congrès des socialistes fédéralistes. Il faudra peut-être en venir là au prochain congrès, à moins que les Fédérations départementales ne constituent la majorité et alors le comité général ne sera plus un composé de papes et de disciples des écoles, mais de délégués des départements ou des régions (1).

Cette charge à fond est-elle assez ouvertement dirigée contre l'œuvre du dernier congrès ? Ce qu'il faut à Ponard, ce n'est pas seulement le changement de l'organisme, prétexte à ses plus piquantes variations. Jeté hors de sa réserve, il confesse qu'il lui faut une tactique et une conception nouvelles, tellement différentes de celles acceptées jusqu'alors par les organisations seules existantes, qu'il dénonce l'union avec les organisations comme dangereuse. Dans la colère de ne pouvoir imposer leur *modérantisme*, et ne pou-

(1) Si Ponard n'existait pas, il faudrait l'inventer ; ce diable d'homme est inépuisable et l'on n'a que faire des forceps pour l'accoucher. Au congrès de Morez, il propose pour la constitution du prochain comité général le mode suivant : Chaque département y sera représenté à raison de *un* membre par *cent mille habitants*. Vous avez bien lu : habitants, non militants, non socialistes ; les habitants, ce sont quelques socialistes, et pas mal de radicaux, opportunistes et réactionnaires, des hommes, des prêtres, des femmes, des enfants morveux et à la mamelle. Pourquoi pas des bêtes à cornes ? Et cette pyramidale et géométrique conception ne trouble pas un instant l'impavide Marpaux, lequel ajoute qu'un délégué vendéen, ne représentât-il qu'un comité politique, qu'un syndicat même, devra, au prochain congrès, être écouté avec *plus* d'attention que les *300 délégués Parisiens* enrégimentés dans les organisations. Sans commentaires. Les délégués parisiens apprécieront. F. P.

vant se résoudre à se voir traîner comme un poids mort à la remorque des *jacobins* (les appellations sont d'eux), nos *girondins* veulent rompre, brutalement. Le socialisme passera sous leurs fourches, ou ne sera pas. Ils ont entrepris sa conquête.

Et cette pensée n'est pas propre à Ponard. La fédération de la Côte d'Or l'a reproduite dans son journal le 10 juin, et l'a faite sienne. Ponard n'a fait, en somme, que crier ce que les partisans de la *méthode nouvelle* pensent tout bas.

Il est clair qu'un comité général ne s'orientant pas au gré de leurs désirs, ne peut leur convenir. Aussi, ils font bon marché de cette autorité, émanation suprême du Parti, instituée par le dernier congrès. Ils combattent les hommes, mais pour tuer les idées que ceux-ci véhiculent.

D'autres encore sont de leur avis. Le 28 juin, les journaux publiaient la chose suivante, signée de 21 députés socialistes :

Considérant que le Congrès du Parti doit s'occuper des doctrines plutôt que de la tactique des élus, et qu'en tous cas, avant tout républicains et hommes de liberté, les socialistes ne sauraient, sans manquer à leurs principes, constituer un pouvoir dictatorial ayant la prétention de se substituer au suffrage universel ;

1° Le Comité général aura pour mandat de s'occuper d'administration, de propagande et d'entente, mais non de censurer les élus qui ne dépendent que du suffrage universel ;

2° La représentation au comité général aura lieu proportionnellement aux opinions émises par les délégués, sans que les organisations puissent fausser la volonté de ses adhérents ;

3° Les membres du Comité général ne pourront se livrer, fût-ce individuellement, à des attaques contre un socialiste adhérent sans se trouver immédiatement déchus de leur titre de membre du Parti socialiste.

Est-ce clair, cette fois? Et nous l'envoient-ils dire, ces élus, qu'ils n'ont affaire qu'aux électeurs? Chacun d'eux a peut-être été élu par deux mille voix inconnues de citoyens d'une orthodoxie assez vague, masse fluctuante, selon le mot précis de Zimmer. On sait ce que sont les électeurs et ils le savent aussi, eux, qui accusent vaguement Zévaès, sans cependant apporter jamais la justification de leurs insinuations. Les mem-

bres du *Comité général*, eux, ne représentent que la masse des militants socialistes français. Peuh ! Peut-on là-dedans puiser une autorité morale ? Nos élus réfractaires ne le supposent pas. Pour eux, au-dessus du parti organisé, il y a la circonscription, au-dessus des principes, le siège au Palais-Bourbon. Toute la pensée de derrière la tête fuse dans cette interprétation parlementaire jusqu'au paradoxe. C'est là l'aboutissant logique de leur politique. D'ailleurs, silence aux critiques ! Ils sont tabou. Nous avons déjà lu cela, ailleurs. C'est la même idée qui revient, sempiternellement : Ne touchez pas aux prêtres ! Tout contrôle les offusque, toute lisière les blesse.

* * *

Dans tous les cas, un fait ressort, flagrant, de notre enquête dans le fatras des paroles et des écrits. C'est que ceux qui nous accusaient de ne pas vouloir l'union, attaquent rageusement celle-ci, depuis qu'elle est entrée dans le domaine des réalisations. Et ils sont décidés à battre en brèche la discipline du parti organisé comme celle des organisations. Au fond, c'est toujours la même campagne qui se continue. Ce qu'ils veulent, en réalité, c'est être libres, bénéficier de l'étiquette socialiste, de l'appui du monde socialiste, mais se dérober aux charges, s'échapper de la tutelle du parti chaque fois que leur intérêt de parlementaires — d'un parlementarisme qui s'insinue dans toutes les fonctions, des plus humbles aux plus considérables — le commandera. Le fédéralisme aurait pour inappréciable résultat de leur donner satisfaction, pleinement. Chaque fédération serait le fief de ses élus. Seul, ce collège électoral pourrait statuer, juger. Chacun serait dans son domaine et y évoluerait à l'aise.

« Je ne relève, dirait le député, que de mes électeurs. »

« Je ne relève, dirait le militant, que de mon groupe. »

Eh ! allez donc ! Le groupe, en province, compte par son secrétaire et son *alter ego*. Le Comité électoral, c'est le groupe. Vive donc l'autonomie des fédérations politiques !

Ce serait un peu l'organisation maçonnique : Ici, une loge est déiste ; là, une autre est athée ; mais toutes deux sont sœurs. Quelle belle unité de pensée, et comme, dans cette précision, il est facile d'imposer au monde une doctrine si bien déterminée.

On nous accule cependant à cette perspective.

*
* *

Je n'en dirai pas plus. J'aurais pu accumuler les exemples et les citations ; mais je n'aurais fait que ressasser. C'est pourquoi je me suis contenté de citer plus particulièrement les militants de l'Est à qui nous devons le lancement de l'affaire du fédéralisme.

La preuve est suffisamment faite, d'ailleurs, de la perpétuelle déviation que cherche *l'esprit nouveau*. Dans l'application, il y a cohésion. Tout se tient et tout s'enchaîne dans cette déplorable *méthode nouvelle*, émanation d'une mentalité spéciale que je crois avoir analysée.

Ce que sera le prochain congrès, je ne sais.

En sortira-t-il le Fédéralisme triomphant ?

L'union sera-t-elle renforcée ou brisée ? Unité ou scission ? Attendons.

Mais un péril m'est apparu. J'ai signalé l'écueil.

De ce qu'il convient de faire, d'autres plus compétents et plus autorisés décideront. Mais, si humble et si obscur soit-on, on a le droit, le devoir même, de dire ce que l'on pense, ce que l'on sent, en toute sincérité. La vérité sereine est composée de la multitude d'atomes que drainent les esprits. Nul grain n'est inutile au monticule, et le grand tout est fait de l'imperceptible rien accumulé. C'est pourquoi j'ai cru bien de crier : Casse-cou ! au risque de ne pas faire seulement retourner un passant.

Mais qu'importe ! l'effort est bon, puisque le cri que j'ai jeté dans ma franchise brutale et dans la conviction de mon esprit, c'est le cri de ma conscience.

FÉLIX PAGAND.

Poligny, imp. Alfred Jacquin.

JC
355
P3

Pagand, Félix
Méthode nouvelle

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY